



Université  
de Lille



### Programme D3S « Drogues, sciences sociales et sociétés »

de l'EHESS/INSERM avec le soutien de l'IReSP

en coopération avec Lille Economie Management de l'Université de Lille

#### Série d'ateliers de réflexion « Trafics » 2023-2024 à Lille, Paris, Marseille

Organisée par **Déborah Alimi** (INSERM/CEMS), coordinatrice scientifique D3, et l'axe « Trafics » du programme D3S coordonné par **Christian Ben Lakhdar** (professeur en économie au LEM, UMR 9221 CNRS, Université de Lille), **Claire Duport** (sociologue, Transversité) et **Marie Jauffret-Roustide** (sociologue, CEMS/INSERM) directrice scientifique D3S.

### Atelier MARSEILLE

## “Penser et comprendre les trafics de drogues et les criminalités”

Vendredi 18 octobre 2024

Centre Le Mistral, Marseille

## SYNTHESE

### Éléments de présentation

La série d'ateliers proposée dans le cadre du [Programme D3S](#) (Drogues, sciences sociales et sociétés, EHESS/INSERM avec le soutien de l'IReSP), à l'initiative des coordinateurs et coordinatrices de l'axe « Trafics », de concert avec celles et ceux des axes thématiques « Drogues, développement, et droits humains », et de l'axe « Inégalités sociales de santé et approches intersectionnelles », avait pour objectif de mettre en résonance des travaux de sciences sociales dédiés à la question des trafics illicites de stupéfiants – travaux souvent conduits en silos. Cette [série](#) a été déclinée sur 3 journées de rencontres à Lille, Paris et Marseille. Après une [première séance à Lille](#) en novembre 2023 autour de la question des trafics et leurs porosités, la [séance parisienne](#) est revenue sur la situation des drogues dans la capitale, ses localismes et insertions transnationales, interrogeant plus avant les modalités et limites des réponses apportées tant en termes politiques, policiers et juridiques. La séance marseillaise, journée conclusive du cycle 2023-2024 de la série Trafics dont vous trouverez les comptes-rendus et programme sur [le site de D3S](#), a permis quant à elle, de poser des éléments réflexifs d'analyse et de méthodes sur la recherche dédiées aux phénomènes illicites, et d'ouvrir des perspectives sur la manière d'appréhender les trafics en sciences sociales.

## Synthèse des interventions

### Mot de bienvenue et présentation de la série de séminaire Trafics: au-delà des marchés

*Claire DUPORT* (Transverscité/ LEST, Aix-Marseille Université) co-coordinatrice de l'axe Trafics du Programme D3S a ouvert ce dernier séminaire du cycle 2023-2024 en posant la question de la portée sémantique des discours sur les trafics de drogues. Elle a proposé aux intervenants invités et à l'audience nombreuse, d'interroger à la fois ce dont il est question lorsque l'on parle de ces phénomènes et la manière dont ils sont abordés au niveau conceptuel. En revenant sur les savoirs partagés lors des précédentes rencontres, cette journée avait pour objectif de souligner le poids et la construction des termes, notions et catégories mobilisés par les chercheurs, dans leurs analyses des trafics et de leurs acteurs, rappelant que chacune n'est ni neutre, ni anodine, mais toujours pensée et en continu ajustée. En cela, Claire Duport inscrit la démarche de cette journée dans une perspective critique au sens foucauldien du terme, entendue comme une « entreprise d'inservitude volontaire, d'indocilité réfléchie », permettant de rouvrir l'ordre des discours et d'interroger les cadres qui façonnent nos représentations des trafics de drogues.

### Des concepts, des notions et des mots pour en comprendre quelque chose

*La matinée, modérée par Claire Duport, coordinatrice de l'axe Trafics du programme D3S et sociologue à Transverscité (LEST), a interrogé les termes et notions mobilisés pour appréhender les trafics de drogues et leurs dynamiques. Tommaso Giuriati (Centre méditerranéen de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS), Aix-Marseille Université/Sciences Po Aix/CNRS) a ouvert la discussion en questionnant l'usage des notions de milieux, mafias et réseaux, en analysant ce que ces catégories désignent, à qui elles s'appliquent et dans quels contextes elles sont employées. Dennis Rodgers (IHEID, Geneva Graduate Institute) a poursuivi en explorant les dimensions intimes et les agencements internes des organisations de trafic, mettant en lumière les logiques relationnelles qui structurent ces systèmes. Michel Peraldi (LEST, Aix-Marseille Université) a élargi la réflexion aux formes économiques associées aux trafics, en interrogeant les frontières entre économies criminelles, économies parallèles et économies souterraines, et en retraçant les passages des illégalismes aux illégalités. Enfin, Christian Ben Lakhdar (Université de Lille, LEM) a replacé ces phénomènes dans une perspective plus large, abordant l'industrialisation, la mondialisation et les logiques libérales du trafic de drogues. Cette session a ainsi permis d'examiner la manière dont les mots façonnent nos représentations et nos compréhensions des réalités criminelles.*

*Tommaso Giuriati (MESOPOLHIS, Aix-Marseille Université/Sciences Po Aix/CNRS) a ouvert la matinée en présentant une partie de ses travaux doctoraux sur la notion de mafia en France, interrogeant les différentes désignations de « milieux », « mafias » et « réseaux ». Proposant d'appréhender les phénomènes en France en s'appuyant sur les méthodes d'enquêtes de la sociologie italienne des groupes criminels, il défend les apports des ressources et catégories judiciaires et policières dans l'études des activités criminelles. Il mobilise une approche croisée issue de la sociologie de la déviance, de l'économie, du droit et de l'action publique pour comprendre comment certaines formes de criminalité sont construites et appréhendées. A partir d'un corpus de 94 procédures visant des associations de malfaiteurs, impliquant 1069 mis en examen et 2345 individus cités dans les têtes de dossier, entre 1984 et 2006, période marquée par la disparition de grands acteurs criminels, Tommaso a fait de l'analyse des archives judiciaires, son principal terrain d'étude.*

Giuriati souligne le faible débat en sciences sociales en France sur la question des mafias, en raison de la difficulté d'accès aux sources judiciaires et de la relative imprécision du concept de mafia. Pourtant, la question suscite un intérêt marqué dans l'espace public, notamment à travers des affaires médiatisées comme l'Affaire Guernica de 2022 impliquant C. Maiorano – un des cadres de la 'Ndrangheta. En parallèle, les enquêtes menées par la justice italienne fournissent des éléments pour questionner l'existence de formes de gouvernance extralégale, en lien avec la théorie de la vente de protection privée sur des marchés dénués de mécanismes formels de confiance (Gambetta 1993, Campana et Varese 2018) et l'importance du capital social dans le contrôle des marchés illicites (Sciarrone 1999). Sur le plan méthodologique, le chercheur adopte une démarche mixte combinant bases de données quantitatives sur la population carcérale et indicateurs qualitatifs établis à partir des données individuelles, afin de **cartographier les dynamiques d'un « milieu »** constitué de plusieurs réseaux et nœud criminels. Cette approche lui permet d'identifier les nœuds centraux des interactions criminelles et de mettre en lumière l'existence de trous structurels (Burt 1995) dans ces réseaux. Parmi ses conclusions, il questionne les critères permettant d'identifier les acteurs occupant une position de poids dans ces réseaux, fortement liée à la maîtrise de l'information, plutôt que celle de la violence.

*Dennis RODGERS*, de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID – Genève) propose ensuite de se plonger dans les **intimités et les agencements des organisations de trafic à partir d'une restitution des résultats du projet récemment achevé *Gangs, Gangsters, and Ganglands (projet GANGS)***, financé par une bourse *Advanced* du Conseil Européen de la Recherche en 2018, et conduit avec l'anthropologue danois Steffen Jensen. Ce projet s'est déroulé sur plusieurs années d'enquête de terrain sur l'émergence et l'évolution des gangs, leur lien avec les dynamiques urbaines, les parcours individuels de leurs membres et les conséquences de leur engagement. Impliquant 49 chercheurs, il s'est structuré autour de trois études de cas principales (Managua, Le Cap, Marseille), complétées par des analyses en Italie (Naples) et en Espagne (Algésiras), ainsi que la collecte de 31 histoires de vie de gangsters dans 23 pays. Adoptant une approche de *comparaison disjonctive* (Sian Lazar, 2012), plaçant côte à côte différents contextes afin d'en faire émerger des dynamiques transversales plutôt que de mesurer leurs différences, ce projet propose de renouveler quelque peu les cadres d'interprétation de ce phénomène.

Partant de la manière prédominante dont le trafic de drogue est souvent conçu, Dennis Rodgers a souligné à quel point le projet *Gangs* a permis de repenser la vision rationnelle et organisée du trafic popularisé par les célèbres travaux de l'économiste Steven Levitt et du sociologue Sudhir Venkatesh à propos du trafic à Chicago, popularisé dans *Freakonomics*. Le travail comparatif, mené dans le *barrio Luis Fanor Hernández* à Managua, Nicaragua en 2020 et dans les *townships de Heideveld et Overcome Heights* au Cap, Afrique du Sud en 2019 a en effet révélé un point commun essentiel : **l'ancrage social du trafic**. Au-delà des différences structurelles et des substances commercialisées, les relations intimes – incluant l'affectif, la proximité et la familiarité – apparaissent comme un élément central du fonctionnement des marchés de drogue. Au Nicaragua, par exemple, les dealers sont souvent recrutés par des liens familiaux et amicaux plutôt que par un processus compétitif, illustrant le rôle fondamental des dynamiques relationnelles dans ces économies illicites. Plusieurs récits de vie rapportés soulignent une certaine **instrumentalisation de l'intime** qui renvoie pour D. Rodgers à l'idée que les relations sociales intimes peuvent devenir un vecteur clé de ce que les géographes canadiens Natalie Oswin et Eric Olund appellent « la microphysique du pouvoir » dans le cadre d'une « gouvernance par

l'intimité ». Les exemples d'Afrique du Sud ont également poussé à apprécier cette intimité dans une acceptation élargie, en empruntant de l'anthropologue américain Michael Herzfeld, l'idée d'« intimité culturelle » d'une communauté qui engage, dans certains cas, le respect de règles de vie communes, d'un accommodement selon lequel les trafiquants « prennent soin » des habitants – ou plutôt, ne subissent pas (trop) – en échange de leur complicité, voire d'un modèle moral partagé tant par les trafiquants que par la communauté locale plus large. Ces premiers terrains ont ainsi pu souligner à quel point plutôt que d'être un phénomène social autonome régi par des logiques et des dynamiques endogènes, **le trafic de drogue peut être profondément ancré dans la vie quotidienne d'un contexte particulier, qu'elle conditionne et qui la conditionne**, souvent par le biais de relations sociales et culturelles très personnelles et intimes.

Dans un deuxième temps, le zoom a été mis sur **Marseille, souffrant comme beaucoup de ville touchée par les trafics de drogues, d'une réputation de « ville maudite »**, dépeinte dans les médias et autres récits publics comme « gangrénée » par les trafics et la violence. A rebours de ces représentations sensationnalistes dans lesquels le trafic apparaît comme une espèce d'abstraction monolithique, le chercheur propose d'observer ce trafic au niveau local, notamment l'organisation et les profits associés avec le trafic à Félix-Pyat, à un moment particulier de guerre plus ample entre les gangs de DZ Mafia et Yoda. Il en ressort que, outre le nombre limité de personnes qu'il implique, les formes d'organisation et de fonctionnement du trafic diffèrent suivant ses niveaux et les échelons des personnes engagées, et ce d'une manière souvent chaotique qui permet aussi de maintenir des prix compétitifs pour les réseaux impliqués. Dans ce contexte, la violence y est aussi à apprécier à partir de son ancrage sociale et locale, débordant souvent les seuls enjeux du trafic. Le chercheur documente en effet plusieurs faits de violences et d'homicides, attribués rapidement dans le discours public à « un règlement de compte », qui étaient en réalité aussi liés à une histoire et à des dynamiques locales, intimes et socio-culturelles particulières, elles-mêmes imbriquées dans des processus – coloniaux, migratoires, démographiques – plus larges. Aussi, aller au-delà des modèles déductifs et d'un empirisme limité basé soit sur le oui-dire ou bien une épistémologie aux origines coloniales qui se base sur l'expérience des sociétés du Nord, le projet de D. Rodgers et S. Levitt souligne à quel point la **question de l'échelle d'analyse est critique, et le poids de l'ancrage intime et social du trafic** est à mesurer dans toutes tentatives de lecture plus holistique des phénomènes de trafic de drogue.

*Michel PERALDI*, Directeur de recherche émérite au CNRS, équipe IRIS, UMR 8156, Paris, EHESS, Campus Condorcet, chercheur associé Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail (LEST), Aix-Marseille Université – revient sur les frontières entre économies criminelles, économies parallèles, économies souterraines à partir de l'exemple de **Marseille, comme laboratoire anthropologique**. Comme d'autres métropoles portuaires, Marseille constitue l'exemple historique de l'ancrage des trafics, économies criminelles et économies grises, dans l'économie portuaire locale. Parce qu'elles sont « encastrées » dans les circuits portuaires, qu'il s'agisse des prélèvements et des ponctions opérées par les métiers de la manutention, qu'il s'agisse de ces « économies de pacotille » qu'organisent les marins et les navigant, les trafics de drogue apparaissent très tôt sur le port, dès la mondialisation des relations commerciales sur fond d'histoire des cycles migratoires de l'ère industrielle. Michel Péraldi revient alors sur la manière dont Marseille devient, dès l'entre-deux guerres, le « cluster » à partir duquel va s'organiser le grand commerce de l'héroïne vers les Etats-Unis jusqu'aux années 70. Il explique comment ce commerce a pu bénéficier, dans cette période,

d'une mobilisation de compétences présentes dans les étages de l'économie portuaire urbaine, depuis les chimistes jusqu'aux marins. On insiste dans cet exposé sur la nécessité de mobiliser un vocabulaire théorique empruntant à l'anthropologie économique pour comprendre la « consistance » sociale des trafics, en renouvellement d'une approche trop exclusivement criminaliste parfois trop obnubilée sur l'identification des « organisations » criminelles.

*Christian BEN LAKHDAR*, Université de Lille, LEM, s'intéresse aux dynamiques d'**industrialisation, de mondialisation et de libéralisme du trafic de drogues**. Il explore en profondeur les dynamiques du trafic de drogues en lien avec le fonctionnement du capitalisme contemporain, à travers trois grandes parties. L'économiste interroge la structure et le rôle des groupes criminels organisés. Loin d'être des entités chaotiques, ces groupes agissent avec logique et régulation interne. Certains chercheurs évoquent même une délégation implicite de services publics dans des zones délaissées par l'État, où ces organisations imposent leurs propres règles, assurent un certain ordre, et régulent les marchés illicites. On parle alors d'une forme d'éthique interne ou de régulation informelle, une sorte de « **capitalisme criminel** » **porté par une bourgeoisie mafieuse** qui gère ces activités avec stratégie et efficacité.

La première partie du discours est consacrée à l'analyse économique de l'offre et de la demande. On y retrouve les grands classiques de la pensée économique – Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS) – appliqués au trafic de drogues : certains pays disposent d'avantages comparatifs dans la production de substances illicites. Toutefois, la chaîne de valeur est profondément inégalitaire : les petits producteurs et les « petites mains » perçoivent des gains infimes, alors que les bénéficiaires explosent à mesure que l'on remonte la chaîne commerciale. L'économie parallèle génère ainsi des flux d'argent considérables, qui échappent au contrôle des institutions officielles. Dans une deuxième partie, l'auteur s'attarde sur **la transformation des organisations criminelles, qui tendent à mimer les entreprises capitalistes modernes**. On assiste à une véritable professionnalisation : spécialisation des tâches, division du travail, fonctions de sécurité, logistique, marketing, administration, management. Ces structures adoptent des outils numériques, développent des vitrines commerciales (notamment sur les réseaux sociaux), et s'adaptent à la demande locale avec un raffinement logistique impressionnant. Ce dynamisme entrepreneurial se traduit aussi par une diversification des profils impliqués dans le trafic (femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, issus des classes populaires et moins populaires) et des espaces de ventes (ville et campagne, en ligne, livraison).

C. Ben Lakhdar offre enfin **une réflexion critique sur la notion de « crise du capitalisme »**. Pour l'auteur, il n'y a pas de crise véritable, car le capitalisme ne cesse de s'adapter : ce que certains appellent des crises ne sont que des phases cycliques de transformation. Le capitalisme fonctionne précisément sur le principe du « laisser-faire, laisser-passer », et il rejette toute contrainte externe. En ce sens, le trafic de drogues, en tant que marché dérégulé, constitue un miroir presque parfait du rêve ultralibéral : libre circulation des biens, absence de règles, recherche égoïste de profit. Même les tentatives de répression n'ont fait que renforcer les organisations criminelles, en les poussant à innover et à se renforcer. Christian Ben Lakhdar conclut en suggérant une hypothèse audacieuse : peut-être est-il temps d'intégrer ces marchés parallèles dans le cadre légal, avec des règles démocratiquement définies, afin d'en réduire les effets nocifs : « Car à force de refuser de reconnaître la « bête », on la laisse grandir dans l'ombre... jusqu'à ce qu'elle finisse par échapper à tout contrôle » souligne-t-il.

## Centralisme de la réponse, pluralisme des cadres d'analyse : des outils pour une réponse plus holistique ?

*L'après-midi, animée par Marie Jauffret-Roustide, directrice scientifique du programme D3S et sociologue, a été consacrée à confronter la complexité et le pluralisme des dynamiques sociales, structurelles et conceptuelles du trafic aux outils d'usage convoqués de réponses au phénomène de « trafic de drogue ». Le précarité du trafic et les représentations du trafic de cité ont été explorés par Khadidja Sahraoui-Chapuis (Mesopolhis, Aix-Marseille Université/Sciences Po Aix/CNRS), qui a analysé les dynamiques sociales et économiques qui façonnent les pratiques et perceptions des individus engagés dans les trafics de quartier. Luciano Brancaccio, de l'Université de Naples, a proposé une réflexion sur les méthodes d'analyse de la criminalité organisée, mettant en avant les défis et les outils nécessaires pour comprendre ces structures complexes, dont la Camorra napolitaine pourrait servir de laboratoire. Enfin, Claire Duport a évoqué les connaissances contemporaines sur les trafics, soulignant l'importance de développer des approches transversales pour saisir les différentes dimensions des phénomènes criminels.*

*Khadidja SAHRAOUI-CHAPUIS*, Socio anthropologue, rattachée au LEST et Centre méditerranéen de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS), s'interroge sur la **place et les représentations du trafic de cité et sur la notion de précarité du trafic**. Ce dernier désigne une réalité sociale où des individus, souvent issus de quartiers populaires, s'engagent dans le trafic de stupéfiants, non seulement pour survivre économiquement, mais aussi pour tenir psychologiquement. Les travaux de Khadidja SAHRAOUI-CHAPUIS documentent la façon dont le trafic devient une réponse à l'exclusion, une alternative face à l'absence de perspectives professionnelles valorisantes. Elle souligne que ce dernier n'est pas un choix délibéré vers la délinquance, mais **une rencontre de trajectoires avec une activité qui offre une source de revenus, de la reconnaissance, et une place sociale**. Le trafic comblerait des failles engendrées par une disqualification sociale et des humiliations subies, notamment dans le cadre scolaire ou familial. Le trafic vient réparer – accentue la socio-anthropologue. Toutefois, les observations de terrains et les entretiens menés dans le cadre de ces travaux mettent en exergue à quel point cette stabilité peut être illusoire : ces acteurs restent dans une précarité constante, subissent violences, instabilité, et risques judiciaires. Le **précarité** touche particulièrement les guetteurs et les "charbonneurs", ces petites mains du trafic, exploitées, mal payées et remplaçables. Le terme combine alors précarité et prolétariat : instabilité de l'emploi et conditions de travail dures, souvent sans perspective d'ascension. Malgré tout, **le trafic continue de recruter, car il représente aussi une forme de résistance à l'injustice sociale**, un moyen de reprendre un semblant de contrôle. Une réponse, fragile mais significative, à un système qui marginalise – conclut l'intervenante.

*Luciano BRANCACCIO*, Université de Naples, propose **à travers le prisme de la Camorra italienne de revenir sur les méthodes d'analyses possibles en la matière**. Dans sa contribution, il aborde la question des sources pour étudier les réseaux complexes, multiples et fluides de la Camorra, la mafia napolitaine, et plus largement la criminalité organisée. Souvent réduite dans le débat public à un modèle rigide, où les groupes sont perçus comme issus du prolétariat, dotés de frontières et d'identités claires, **la réalité de la Camorra en est tout autre, et devrait s'appréhender, invite Luciano Brancaccio, au pluriel**. Forte d'une longue histoire, la Camorra – ou plutôt des *Camorre*, au pluriel – se caractérise en effet par une grande diversité de structures organisationnelles, de styles de leadership, de modes d'interaction avec la politique et l'économie locales, ainsi que de modèles d'ancrage territorial. Le chercheur replace cette diversité dans une perspective historique, soulignant ainsi les configurations

variées de la Camorra du XIXe siècle à celle d'aujourd'hui<sup>1</sup>. À l'époque actuelle, cette diversité perdure, insiste Luciano : certaines familles puissantes occupent le sommet du système criminel napolitain, tandis que de petits groupes de trafiquants et dealers contrôlent des fragments de territoire urbain (un immeuble, un petit quartier, plus rarement un district entier) et que des dynasties violentes, bien implantées depuis des générations dans l'administration locale et le tissu entrepreneurial, dominent les communes de la province et de la région.

**La Camorra n'est donc pas un objet « rigide »**, du moins bien moins que la Cosa Nostra ou la 'Ndrangheta. Principalement parce qu'il s'agit d'une criminalité organisée à forte dimension urbaine, active au sein des marchés d'une grande métropole et dont les contours évoluent en fonction des caractéristiques socio-économiques des territoires et des circuits économiques où elle prend racine. C'est pourquoi son étude représente un véritable défi, pour Luciano Brancaccio. En ce sens, **la phénoménologie de la Camorra constitue un véritable laboratoire d'analyse des dynamiques de la criminalité organisée**. Aussi, contrairement aux idées reçues, les familles les plus puissantes de la Camorra ne proviennent pas des classes populaires, mais ont émergé de la gestion violente des marchés : le commerce des produits agricoles dans les années 1950, la contrebande de cigarettes dans les années 1960 et 1970, le secteur du bâtiment après le tremblement de terre de 1980, puis le trafic de drogue dans les années 1980 et 1990, et enfin le cycle des déchets, la drogue et l'économie illégale du web dans les années 2000. À cette diversité de formes correspond une moindre structuration en termes de rituels et d'appartenance au groupe. Par exemple, le *groupe mafieux* tel que défini juridiquement par l'article 416 bis (associations de type mafieux) est un élément fragile dans le paysage camorriste, reconnu par les institutions elles-mêmes, notamment du fait de cette fluidité clanique, se dessinant même à mesure de leur arbre généalogique. C'est le cas de la Famille Giuliano, par exemple, clan historique du centre-ville de Naples, aujourd'hui disparu, qui s'étendait sur plus de quatre générations et entretenait des liens – y compris conflictuels – avec de nombreux autres clans.

La Camorra se distingue ainsi par trois traits majeurs, rappelle l'intervenant: 1) une violence systématique, explicite ou implicite, articulée sur des systèmes de protection-extorsion ; 2) une structuration familiale, avec des lignées étendues sur plusieurs générations et interconnectées horizontalement avec d'autres familles du milieu camorriste ; et 3) des réseaux d'entreprises diverses, opérant dans des secteurs irréguliers (marché noir durant la Seconde Guerre mondiale, contrebande, contrefaçon textile avec les *magliari*, ces vendeurs ambulants aux réseaux transcontinentaux), dans les marchés illégaux (drogue), mais aussi dans les marchés légaux (bâtiment, commerce, logistique, transport, agriculture). La Camorra s'éloigne donc des stéréotypes classiques de la mafia, notamment du modèle des *Corleonesi*, caractérisé par une organisation territoriale (*mandamenti*), des structures hiérarchiques strictes et une direction stratégique centralisée (*cupola*). Elle s'apparente davantage à une forme de criminalité persistante, un tissu violent qui gère des trafics et des secteurs économiques à travers des entreprises familiales multigénérationnelles, capables d'influencer la politique et l'administration publique. Se pose alors la question des frontières : sans structure de groupe stable ou durable, comment délimiter ce qui relève ou non de la Camorra ? Dans cette entreprise, plusieurs sources pourraient être combinées, tant quantitatives que qualitatives, souligne L. Brancaccio, à

---

<sup>1</sup> Notamment entre la *setta*, forme typique de la Camorra pré-unitaire (avant 1861) ; la Camorra rurale du début du XXe siècle, liée à la gestion violente des marchés agricoles ; la Camorra des *boss-gangsters* individualistes de l'après-guerre ; et les formations mafieuses des années 1980 aux caractéristiques *fordistes* (grande taille, hiérarchies claires, branche militaire, contrôle du territoire, frontières bien définies).

commencer par le travail fins et expert des magistrats italiens spécialisés, mais également l'utilisation de témoignages des habitants des quartiers, et d'observations sur le terrain en vue de mieux saisir la complexité des relations sociales et des mécanismes de pouvoir qui existent dans ces territoires.

Dans ses **réflexions conclusives sur les connaissances contemporaines dans le champ des trafics**, *Claire DUPORT*, reprend deux points, évoqués en creux lors des séminaires de cet axe, à savoir les conditions de production de nos connaissances, et les chantiers de connaissances à construire. Dans un premier temps, elle revient que **les particularités associées à l'accès aux terrains et aux savoirs sur les trafics de drogues qui sont (au moins) de 4 registres pour la sociologie** : i) le biais des propres représentations des risques potentiels à côtoyer des personnes criminalisées, ou observer des activités criminelles ; ii) la nécessité du temps long de construction de relations avec des personnes impliquées dans des activités criminelles; iii) les difficultés d'accès aux sources notamment policières et judiciaires qui sont soit peu archivées, soit tenues au secret. Cette particularité induit des points aveugles notamment relatifs l'organisation des secteurs de la transformation des produits (qui sont les « chimistes » ? quelles sont les techniques de production, de transformation et de coupes ?), des transactions mercantiles (les courtiers, les investisseurs, les banquiers, les avocats : des fiscalistes, des spécialistes du droit, des communications, etc.) ; et celui des donneurs d'ordre de haut niveau, qui donnent le ton d'une organisation criminelle. Enfin iv) la variabilité et l'instabilité des terrains de recherche propres à l'étude des trafics. Aussi, à l'aulne de ces particularités avec leur lot de difficultés, Claire Duport souligne à quel point on ne peut que saluer tous les travaux menés et les connaissances sur les trafics produites au cours de trente dernières années.

Elle s'attache enfin **aux chantiers à venir, et points aveugles des travaux en cours**, invitant les participants à poursuivre efforts et recherches et en soulignant la nécessité de prendre en compte la complexité et pluralité des dynamiques en jeu (sociales, économiques, structurelles, territoriales, relationnelles...) des phénomènes de trafics souvent traités de manière uniforme dans les réponses publiques qui leur sont apportés. Un premier chantier consisterait à **revisiter les travaux en les précisant à partir d'une observation et d'une analyse par type de produit**. Nous évoquons souvent « les trafics de drogues » comme si le seul élément déterminant était la qualification juridique de l'illicite, et donc comme si trafiquer du cannabis, de la cocaïne, de l'héroïne, de la kétamine, de l'amphétamine, du GBL, de la MDMA ou du LSD ne changeait pas grand-chose à l'organisation du marché et des réseaux, aux profils et aux pratiques des acteurs du trafic, aux économies financières et relationnelles qu'ils mobilisent, aux représentations, ou aux pratiques répressives (entre autres choses). Or, la distinction des produits impacte très fortement cette dernière, et ce à presque toutes les échelles de la chaîne illicite, de la culture à la revente, rappelle la sociologie. Un autre chantier tout aussi important, consisterait à abonder **nos connaissances d'historicité**. C'est-à-dire réinsérer les formes actuelles des trafics dans une continuité historique, afin de mieux appréhender la logique de leurs évolutions, les héritages et renouvellements en jeu, et ce sur plusieurs générations. Ce travail historique permettrait en outre d'écarter les visions des trafics de drogues comme des phénomènes émergents sortis du seul rapport offre/demande/opportunité, autant que de la vision des acteurs du trafic comme des auto-entrepreneurs sans apprentissage, sans héritage et sans avenir autre que « entre 4 murs ou 4 planches ».